

Christian SAUTTER

## L'HOMME DE LA SITUATION

15 juillet 2011

Les étés sont propices aux orages financiers. Je me souviens être arrivé à Tokyo pour une passionnante année sabbatique le 15 août 1971, le jour du « Nixon shock », le jour où Nixon a rompu le lien entre le dollar et l'or et brisé le système monétaire international mis en place après la deuxième guerre mondiale.

Nous pouvons voir arriver de gros nuages noirs de deux horizons, l'américain et l'euro-péen. C'est l'américain qui est le plus inquiétant. Le 2 août, la machine fédérale sera à sec de carburant et devra s'arrêter, avec des conséquences immenses, tant à l'intérieur des Etats-Unis, si les fonctionnaires fédéraux ne sont plus payés, si les programmes sociaux sont arrêtés, qu'à l'échelle du monde entier, puisque le dollar, qu'on le veuille ou non, est aujourd'hui la seule monnaie mondiale, qui permet au commerce international de fonctionner et aux Chinois d'accumuler des centaines de milliards de dollars d'épargne désormais menacée.

Si le problème du 2 août était géré par des gens raisonnables, il n'y aurait pas de quoi troubler nos rêveries sur la plage. Quel est ce problème ? Le gouvernement de Washington ne peut s'endetter au-delà de 14300 Mds\$, limite fixée par le Congrès américain. Ce plafond est extraordinairement élevé mais ne suffit pas. La dette publique américaine ne cesse d'augmenter parce que Bush a fait des cadeaux fiscaux énormes, qu'il a fallu sauver les banques et l'industrie automobile en 2008 et que la croissance actuelle est trop faible pour remplir les caisses du percepteur.

Sur fond d'élection présidentielle à l'automne 2012, deux camps s'affrontent devant une opinion publique incohérente.

Premier camp : les Républicains qui ont gagné la majorité à la Chambre des Représentants aux « mid-term elections », et qui sont dominés par ce que l'on appellerait en France une « droite populiste ». Celle-ci veut résoudre le problème uniquement en coupant dans les dépenses publiques, particulièrement les dépenses sociales, avec dans le collimateur, l'assurance-maladie universelle promise et réalisée par Obama. Mort à la Sécurité sociale et vive l'assurance privée, pour ceux qui ont les moyens d'en payer les cotisations élevées ! Mort aux grands chantiers publics, type TGV entre États ! Moins Washington dépensera, plus l'Amérique saine de ceux qui travaillent et vivent la réalité du terrain s'épanouira. Humilier Obama, dévaloriser l'État, telles sont les ambitions des « révolutionnaires » buveurs de thé (la « Tea party » fait allusion à la révolte des colons américains contre la puissance britannique, à l'origine de la révolution et de l'indépendance des Etats-Unis).

Deuxième camp : les Démocrates qui contrôlent le Sénat. Ils veulent combiner les coupes dans les dépenses publiques et l'accroissement des recettes. Le

Trésor fédéral pourrait engranger des dizaines de milliards de dollars si les réductions d'impôts accordées par Bush aux plus riches et à la classe moyenne supérieure étaient abolies (elles cesseront de toute façon fin 2012), et si les possibilités d'évasion fiscale des grandes sociétés étaient combattues. Ainsi, trois fonds spéculatifs se sont domiciliés dans les îles Caïmans, où ils n'ont ni bureaux ni personnel. Deux sénateurs, MM. Levin et Conrad, proposent donc que les multinationales américaines donnent plus d'informations sur leur activité mondiale par pays et paient leurs impôts là où elles travaillent. Élémentaire, mon cher Levin ! Et cette chasse aux niches fiscales rapporterait 100 milliards de dollars par an (IHT140711).

L'Américain moyen, qui compte ses dollars à la fin du mois, ne comprend rien à ce débat portant sur des sommes énormes. Il répond aux sondeurs qu'il ne faut pas relever le plafond de la dette parce que la dette c'est mauvais, qu'il ne faut pas toucher à la Sécu pour les malades et les personnes âgées à revenus modestes, et qu'il suffit de revenir à la bonne gestion des années 60 ou plus récemment à celle de Bill Clinton durant les années 1990 : l'Amérique a le plus souvent connu le plein emploi et l'équilibre des comptes publics ; que les politiques se débrouillent !

Vivant en cohabitation depuis les élections parlementaires de l'automne 2010, le président Obama se place au-dessus de la mêlée et prend l'opinion publique à témoin. Cette habileté tactique laisse l'Amérique et le monde dans une angoisse stratégique. Un compromis est évidemment possible et il reste des Républicains lucides à l'ancienne et des Démocrates chevronnés pour y pousser. Mais ce compromis n'est pas certain, tant les députés de base sont excités des deux côtés, les uns pour abattre l'État de bien-être, les autres pour en défendre chacun des acquis.

Un « shock Obama » n'est donc pas à exclure en août, qui ne viendrait pas d'une décision brutale, comme celle de Nixon de soutenir l'économie américaine et de garder son stock d'or en dévaluant le dollar. Si « shock Obama » il y a, il sera dû à une non-décision du Président actuel, qui n'aura pas su faire les choix courageux et incontournables (sur les niches fiscales des riches et des multinationales) et les expliquer au pays par-dessus la tête des Parlementaires.

Cette question du « leadership » se pose aussi en France. Les élections présidentielles y auront lieu dans moins d'un an et la gauche doit choisir ses candidats d'ici l'automne. Nous avons déjà un beau parleur populiste, Jean-Luc Mélenchon, qui incarne l'extrême gauche protestataire. À leur propre surprise, les écologistes ont choisi Eva Joly plutôt que le clinquant Nicolas Hulot. C'est bon signe de voir ainsi le caractère préféré à l'apparence, par un électorat relativement jeune et tourné vers l'avenir. Pour l'abolition des privilèges fiscaux, l'ancienne magistrate a un bon CV. Et ses deux nationalités la préservent des aberrations xénophobes qui suintent dans le pays.

Reste le Parti socialiste, auquel j'appartiens, dont on connaît maintenant les cinq candidats aux primaires. Qui sera le meilleur « leader » pour notre pays, confronté à trois défis majeurs, je dirais même vitaux puisqu'ils tournent autour du même choix décisif : le déclin ou la renaissance ?

Notre pays est en déclin, dans une Europe en déclin et plongée dans un monde dangereux et instable.

Le déclin de la France se lit dans son chômage (notamment celui des jeunes, des mères de famille monoparentales, des plus de 50 ans). Il se lit dans ses échanges extérieurs en déficit croissant, et dans le déficit durable des finances publiques, plombé par une Sécurité sociale qui n'équilibre ni l'assurance-maladie ni les retraites.

Le déclin de l'Europe se vit heure par heure, ballottée qu'elle est par des marchés financiers insolents qui exploitent ses faiblesses et qui, tels les hyènes, attaquent ses membres les plus faibles (en visant l'Italie, ils commencent à se rapprocher dangereusement de la France !).

Mais, bien évidemment, la France, comme l'Europe, a de formidables cartes à jouer pour inventer un nouveau modèle économique, social et environnemental. L'éducation, la recherche, la solidarité y sont au meilleur niveau. Mais c'est comme de la limaille de fer répandue au hasard sur une plaque de verre. Il faut un choc pour que les champs d'énergie latente apparaissent.

Qui peut convaincre les Français que l'action prime le discours, le courage vaut mieux que la versatilité, que l'économie doit être dominée par le politique, que la culture d'une France diverse est essentielle au vivre ensemble ? La maire de Lille a fait de sa ville un laboratoire stimulant d'une renaissance culturelle et économique.

Qui peut l'emporter sur les deux clans conservateurs dont la conjonction plombe le pays ? L'aristocratie financière défend ses privilèges et ses niches sans investir massivement dans la croissance et l'emploi. Et les multiples corporatismes s'arc-boutent sur des droits acquis d'une autre époque, dans les services publics, les fonctions publiques, les professions malthusiennes. L'avenir est dans la souplesse des organisations et dans l'accompagnement des personnes. La ministre de caractère qui a équilibré la Sécu durant le gouvernement Jospin (1997-2002), s'y connaît en lobbies de médecins et de laboratoires pharmaceutiques. Les emplois-jeunes et les 35 heures ont réussi (sauf dans les petites entreprises et les hôpitaux).

Qui, enfin, a la plus claire vision de l'avenir européen, au-delà des marchandages agricoles et budgétaires ? Qui peut faire passer le projet d'une Europe fédérale, avec son gouvernement, ses ressources propres, ses capacités de surveillance et de sanction des folies budgétaires nationales ? La fille de Jacques Delors a le caractère têtu et le sens tactique nécessaires.

Pour moi, Martine Aubry est l'homme de la situation !

Christian Sautter